

ATELIER D'EVALUATION DU PLAN
D'ACTION DE LA FEMME DE 1982

DISCOURS DE CLOTURE DE MADAME LE PROFESSEUR
NDIORO NDIAYE MINISTRE DELEGUE CHARGE DE LA
CONDITION DE LA FEMME ET DE L'ENFANT

- Monsieur le Représentant Résident du PNUD,
- Madame la Coordonnatrice Régionale de l'UNIFEM,
- Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les Séminaristes.

En décidant de faire adopter par l'Assemblée Nationale, avec toute la solennité requise, le Plan d'Action de la Femme de 1982, le Gouvernement sénégalais n'était certainement pas motivé par le souci de se faire "bonne conscience", encore moins de se conformer à une certaine mode de l'époque, rendue possible grâce aux recommandations successives des conférences de Mexico (1975), Copenhag (1980).

Le Plan d'Action de la Femme de 1982, a été surtout le résultat d'une convergence parfaite entre les préoccupations des femmes et la volonté politique du Gouvernement.

En effet, le rôle de la femme dans le développement économique et social du Sénégal a toujours fait l'objet d'une attention soutenue de la part des pouvoirs publics.

.../...

Cela, s'est traduit dans les différents Plans de Développement Economique et Social et les mesures d'accompagnement prises à cet effet.

Du reste, par le seul fait de créer un cadre institutionnel à travers le Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine, le Gouvernement illustre ainsi sa volonté réelle de mettre en place les conditions de la participation de la femme dans le processus de construction nationale et de maîtrise de son propre destin.

L'esprit communautaire et le dynamisme qui ont toujours caractérisé les femmes sénégalaises ont, il faut le reconnaître, facilité une telle volonté.

Il est heureux de constater l'existence à l'époque d'un contexte favorable, stimulant. Il eût été bien sûr préférable que cet intérêt accordé à la femme se manifestât par une approche plus intégrée des besoins de cette dernière ; mais et vous le savez, il ne pouvait en être autrement car le système de planification de l'époque avait lui aussi ses limites.

Toutefois, il faut reconnaître que la méthodologie d'approche participative de l'époque a permis l'émergence au Sénégal des conditions favorables à la promotion socio-économique des femmes.

La mise en oeuvre des structures d'encadrement au niveau local, l'encouragement à la création d'organisations féminines sous forme d'O.N.G ou de G.I.E, comme par exemple la FAFS et la FNGPF, procèdent du

.../...

souci constant des pouvoirs publics d'améliorer les conditions socio-économiques des femmes par une meilleure approche de leurs besoins, notamment en matière d'Education - Formation, Santé - Nutrition, des emplois et activités rémunératrices et de législation protectrice et libératrice.

Le rapport d'évaluation présenté par l'équipe des consultants a eu le mérite de dégager les résultats positifs enregistrés dans ces domaines.

Par ailleurs, j'estime qu'il ne serait pas superfétatoire d'y ajouter les multiples projets et actions de formation-alphabétisation conçus et réalisés conjointement par les différents Ministères et Bailleurs de Fonds, à la grande satisfaction des femmes.

A titre d'illustration pour les besoins de la cause, je citerai les projets UNICEF, PNUD, FNUAP, PAM, Banque Mondiale, BIT ect...

Dans le même ordre de priorités, le Gouvernement, par le biais de l'ex MDS et avec le soutien bienveillant du Chef de l'Etat, Son Excellence le Président Abdou DIOUF, a engagé un vaste programme d'information et de sensibilisation de la femme pour l'amener à une plus grande prise de conscience de son rôle dans le processus du développement national.

C'est ainsi, qu'il a été initié la Quinzaine Nationale de la Femme et le Grand Prix du Chef de l'Etat. Ces acquis méritent d'être consolidés et renforcés.

.../...

C'est la raison pour laquelle les conclusions et recommandations de l'équipe des consultants que vous venez d'analyser et d'approfondir durant ces deux (2) jours, avec un sens élevé des responsabilités, seront mises à profit par le Gouvernement en vue d'une meilleure prise en compte de la variable femme à l'avenir.

A cet effet, je constate avec plaisir, votre ardent désir de voir le Gouvernement et les Bailleurs de Fonds accorder une grande priorité dans leur stratégie d'intervention, à une approche plus intégrée des problèmes et besoins des femmes, c'est-à-dire dans le cadre de l'effort global du développement du pays.

Je retiens aussi, non sans admiration, les améliorations pertinentes que vous avez bien voulu proposer en matière de méthodologie, et de mécanisme d'évaluation et de suivi ainsi que de cadre de concertation avec toutes les parties prenantes, en vue des futurs plans de la femme que le Gouvernement serait amené à élaborer.

Je suis d'avis comme vous, que des efforts devraient être faits dans ce domaine. Au surplus, c'est pour tenir compte de tous ces facteurs que mon département grâce à l'assistance technique de l'UNIFEM et des Bailleurs de Fonds sus-indiqués, a jugé utile et opportun de convoquer vos présentes assises.

Je suis persuadée que les résultats de vos travaux permettront au Gouvernement, en perspective de l'Etude de la Femme en 2015, d'avoir les outils nécessaires pour une meilleure définition des orientations et options majeures de sa politique.

.../...

Il me plaît donc de remercier très chaleureusement, l'UNIFEM et tous les Bailleurs de Fonds qui ont gracieusement facilité une telle rencontre. Qu'ils veuillent bien trouver ici les sentiments de profonde gratitude du Gouvernement sénégalais.

En souhaitant bon retour chez eux aux participants, je déclare clos l'Atelier d'Evaluation du Plan d'Action de la Femme de 1982.